

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article681>

Haïti : Annulation de la dette et retrait des troupes étrangères !

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 17 décembre 2008

Mis à jour le : mardi 30 décembre 2008

UGTG.org

Sur invitation de la Centrale autonome des Travailleurs haïtiens (CATH), des délégués d'une vingtaine d'organisations des pays de l'Amérique et de la Caraïbe ont participé le 12 décembre à IIIe conférence caraïbienne internationale, sous le thème : « Défendre Haïti, c'est nous défendre nous-mêmes ». Cette activité rentre dans le cadre d'une campagne de souveraineté nationale menée par diverses organisations syndicales nationales et internationales. L'objectif, c'est de lutter pour l'annulation de la dette d'Haïti et aussi plaider pour le retrait des troupes étrangères du territoire haïtien, lesquelles troupes sont un obstacle au développement réel du pays.

Sur invitation de la Centrale autonome des Travailleurs haïtiens (CATH), des délégués représentant une vingtaine d'organisations syndicales des pays de l'Amérique, dont le Mexique, les Etats-Unis, le Brésil, l'Equateur, le Pérou...ont participé le vendredi 12 décembre dernier, à la troisième conférence caraïbienne internationale, sous le thème : « Défendre Haïti, c'est nous défendre nous-mêmes ». Cette activité rentre dans le cadre d'une campagne de souveraineté nationale menée par diverses organisations syndicales nationales et internationales. L'objectif, c'est de lutter pour l'annulation de la dette d'Haïti et aussi plaider pour le retrait des troupes étrangères du territoire haïtien, lesquelles troupes sont un obstacle au développement réel du pays.

« Nous ne pouvons pas parler de développement d'Haïti dans un contexte d'occupation. La grande partie de la population haïtienne croupit dans la misère alors que la présence des troupes étrangères coûte 540 millions de dollars américains. Cet argent pourrait aider l'Etat haïtien à construire plus d'écoles, de centres de santé, à créer beaucoup plus d'emplois... », a déclaré Dukens Raphaël, secrétaire général de la Confédération des Travailleurs du Secteur public/privé (CTSF), vendredi dernier à l'hôtel El Rancho.

Abondant dans le même sens, les représentants des mouvements ouvriers des pays de l'Amérique latine croient que la recherche du bien-être d'un pays dépend de son auto-détermination. **« Pour le paiement de la dette externe à la Banque Mondiale, l'Etat haïtien paiera 58, 2 millions de dollars en 2008 et 50, 9 millions de dollars en 2009. Chaque semaine un million de dollars partent ainsi en fumée alors que le peuple meurt de faim. Plus de 80% de la population vit au seuil de la pauvreté, soit avec moins d'un dollar américain par jour. Le capital humain n'est pas valorisé alors qu'on verse des millions aux troupes étrangères »,** a avancé pour sa part Figolé Saint-Cyr, secrétaire général de la CATH, soulignant que la présence de la MINUSTAH n'est pas nécessaire dans le pays, car il n'existe aucun problème d'insécurité mais plutôt un problème de misère liée au chômage.

Les invités, quant à eux, n'ont pas caché leur détermination à s'engager dans cette lutte contre la présence des casques bleus dans le pays et pour l'annulation de la dette d'Haïti. Colia Clark de Chair Green Party, NYC et représentant d'autres organisations ouvrière, venue des Etats-Unis pour cette activité, croit que la dette d'Haïti est une hypocrisie des pays qui se disent amis d'Haïti. **« Ce n'est pas possible qu'Haïti continue à payer le service de la dette, dit-elle. Au contraire, on devrait lui rendre ce qu'on lui a enlevé durant l'occupation américaine. Il faut qu'il y ait aussi une campagne de sensibilisation auprès des organisations internationales, dont l'Unesco et l'Unicef, en termes de gestion des fonds collectés pour un développement réel du pays »,** a-t-elle poursuivi.

En vue de mener des actions concrètes, des campagnes de sensibilisation suivies des pétitions sont organisées dans divers pays du continent pour défendre Haïti. **« Nous avons déjà soumis une pétition à l'actuel gouvernement brésilien avec plus de 14 000 signatures. Une autre campagne est en train d'être menée par des organisations syndicales pour continuer la lutte pour la souveraineté de la République d'Haïti »,** a indiqué Julio Turra, représentant du CUT, un mouvement ouvrier du Brésil.

Haïti : Annulation de la dette et retrait des troupes étrangères !

M. Turra a plus loin fait remarquer qu'on ne peut pas construire des nations libres et souveraines sous l'occupation de troupes étrangères. C'est exactement le cas d'Haïti, dit-il. Il pense que tous les peuples du monde ont le droit à l'auto-détermination. Alors que la MINUSTAH est commandée par le Brésil, des dizaines d'organisations syndicales brésiliennes dont des proches du président brésilien ne cessent de soumettre des pétitions pour le retrait des troupes étrangères du territoire haïtien. « Le Brésil est un pays où les luttes pour la souveraineté des peuples sont prises avec beaucoup de préoccupation. Donc, c'est vraiment une contradiction terrible que le président Lula ait accepté la proposition de l'impérialisme américain », a-t-il soutenu.

Valéry DAUDIER

| Source : [Le Nouvelliste](#)